

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À TF1 À L'OCCASION DE LA FÊTE NATIONALE, NOTAMMENT SUR LES RÔLES RESPECTIFS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DU GOUVERNEMENT, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, DIMANCHE 14 JUILLET 1985.

14 JULY 1985 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, bonjour. Merci d'accepter encore une fois que nous retrouvions ici-même, à l'Elysée en ce 14 juillet. Vous venez de présider aux Champs Elysées qui sont derrière nous, une belle revue du 14 juillet.

- LE PRESIDENT.- Oui, je crois que depuis 5 ans, j'ai toujours vu de très belles revues. On s'efforce de les renouveler. Et je pense qu'aujourd'hui les Français ont pu constater que leur armée étaient en bon -état.

- QUESTION.- Cela sert à quoi ?

- LE PRESIDENT.- C'est un symbole et en même temps une démonstration.

- QUESTION.- Alors la démonstration que vous avez choisie cette année est particulièrement consacrée à la jeunesse. On a vu des élèves des lycées militaires, des écoles militaires. Pourquoi la jeunesse particulièrement ? L'année de la jeunesse, bien sûr, mais est-ce une réponse ?

- LE PRESIDENT.- C'en est déjà une. On dit toujours : la jeunesse, c'est l'espérance et c'est une vérité de La Palice. Pour moi, la jeunesse, c'est maintenant qu'elle doit incarner la volonté de la nation et inspirer ses actions. C'est dans ce sens-là, c'est-à-dire une volonté de création, de présence, d'initiative que la jeunesse est célébrée en ce 14 juillet.\

QUESTION.- Je n'étais pas sur les Champs Elysées ce matin. J'ai suivi le reportage à la télévision. Vous venez d'arriver par la fameuse grille du Coq. Dans quelques instants, vous serez au milieu de vos invités. La foule qui est là, derrière, a applaudi. Ce n'était pas toujours la tradition en ce qui vous concerne, ou en ce qui concerne le pouvoir socialiste depuis 1981. Cela vous change. Vous l'avez été également, applaudi, en Languedoc-Roussillon : est-ce que cela change quelque chose ?

- LE PRESIDENT.- Non, ça va, ça vient. Bien entendu je préfère être aidé et encouragé par le peuple français, mais je poursuis la ligne qui me paraît conforme à l'intérêt de la France. Bref, je fais mon devoir.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans quelques instants, après les informations que nous donnera Jean-Claude Bourret, nous aurons l'occasion de parler des sujets politiques de l'heure et vous savez qu'il y en a. Simplement un mot : vous aviez à côté de vous d'abord un jeune, puis le Premier ministre japonais. Pour l'amadouer ?

- LE PRESIDENT.- Non, simplement il m'avait demandé de pouvoir venir en France. Je l'ai accueilli avec grand plaisir et lorsque nous l'avons décidé, son emploi du temps coïncidait avec le 14 juillet et j'ai bien vu qu'il portait un intérêt particulier à sa présence, ce jour-là, à la fête nationale avec tout ce qu'elle représente et - je crois pouvoir le dire - le prestige qu'elle a dans le monde.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans quelques instants nous nous retrouverons. Nous parlerons, si vous le voulez bien des sujets d'actualité. Jean-Claude Bourret, l'un des premiers sujets d'actualité ce matin, c'était effectivement le défilé du 14 juillet ?

- D'après ce que nous venons d'entendre en ce qui concerne le Président Reagan, la charge de l'Etat, il faut l'assurer en toutes circonstances ?

- LE PRESIDENT.- En toutes circonstances, pendant le temps dont j'en ai la charge. Il n'y a pas de moment où je sois démobilisé.

- QUESTION.- Monsieur le Président de la République nous faisons allusion tout à l'heure au défilé militaire dont on vient de rendre compte, vous aviez choisi d'avoir à vos côtés le général Lacaze. On sait déjà que c'est arrivé, c'était le cas pour le général Méry, lorsqu'il avait quitté ses fonctions. Mais là, il y a une autre symbolique : le général Lacaze avait été nommé chef d'Etat-major des armées par votre prédécesseur, le Président Giscard d'Estaing. Le fait que cette année, il soit à vos côtés, est-ce que cela veut dire quelque chose en dehors de l'aspect militaire de choses ?

- LE PRESIDENT.- Il a travaillé cinq ans pour moi. L'heure de la retraite est arrivée pour lui. Le général Lacaze est très respecté dans l'armée. Il a rempli un grand rôle dans la nation. Il était normal de

l'honorer au moment de son départ.

- QUESTION.- C'est un signe de cohabitation, de vivre ou d'avoir à ses côtés l'un des hommes nommé par le prédécesseur ?

- LE PRESIDENT.- C'est un signe d'estime et aussi de gratitude.

- QUESTION.- Est-ce que l'estime et la gratitude sont deux mots que l'on peut associer au mot cohabitation ?

- LE PRESIDENT.- Pourquoi me parlez-vous constamment de cela ? Le chef des armées que je suis d'après la Constitution cohabite forcément avec le chef d'Etat-major des armées figurez-vous !

QUESTION.- Bon, alors je vais vous poser la question d'une autre façon. C'est l'ère des sondages. Nous connaissons, vous et moi, ce temps des sondages. Alors si je vous posais la question : au mot cohabitation, je vous donne trois solutions : vous souriez £ vous changez de conversation £ vous tirez votre revolver ?

- LE PRESIDENT.- Non, j'essaie de vous répondre, le plus clairement possible.

- Il y a un gouvernement de la République, il est conduit par Laurent Fabius. Qu'est-ce que je souhaite ? Non seulement que Laurent Fabius puisse longtemps gouverner la France, car c'est un chef du gouvernement remarquable. Bien entendu, j'espère aussi que nous aurons pu, d'ici au mois de mars `élection législative 1986`, convaincre les Français de cette vérité. A savoir qu'il n'y a pas d'autre politique qui puisse être faite pour redresser la France, la moderniser, pour développer la création, pour la préparer pour les temps qui viennent. Dans ce cas-là moi, je me place dans la situation psychologique et morale de gagner cette bataille.

- QUESTION.- Pas d'autre politique que celle de Mitterrand, que celle de Fabius ou que celle des socialistes ?

- LE PRESIDENT.- Le gouvernement de la République ne peut pas être identifié à un parti politique, même si le parti socialiste - ce qui est vrai - a été d'un constant soutien. Le Président de la République, plus encore, ne peut être confondu avec aucune fraction de la nation. Il représente la nation toute entière.

QUESTION.- Président de tous les Français, et responsable de tous les sujets des Français, intérieurs, extérieurs ?

- LE PRESIDENT.- En vérité non. On me considère comme tel. Ce qui est une erreur de jugement, mais enfin il est responsable du principal. Mais c'est une conversation que l'on aura une autre fois car on ne va pas en ce 14 juillet ennuyer tous ceux qui nous écoutent avec de grands propos constitutionnels.

- QUESTION.- On les attend.

- LE PRESIDENT.- Vous le dites. Ce que je pense, c'est qu'il suffit de s'en tenir aux textes. Les textes ont été votés par le peuple français et à une forte-majorité dont je n'étais. Mais mon devoir, je le connais : respecter les textes. Et les textes disent que le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. C'est donc à Laurent Fabius qu'il importe de déterminer et de conduire la politique de la nation.

- Le Président de la République, surtout depuis son élection au suffrage universel `1962`, a non seulement une fonction institutionnelle précise, mais aussi une fonction morale et d'autorité qui n'est pas discutée. Le Président de la République - encore une fois, la Constitution, je finirais par la savoir par coeur ! - enfin, je vous dirais simplement que par l'article 15, il est le chef des armées, je l'ai rappelé tout à l'heure. Par l'article 5, il est le garant du respect des traités et par l'article 52 il négocie et ratifie les traités. Avec cela, il y a beaucoup à faire. Bien entendu cela ne peut se faire qu'en relation constante avec le gouvernement, c'est ce que je fais actuellement. Il n'y a aucune raison de considérer que le Président de la République et le gouvernement sont deux entités entièrement séparées, mais chacun a son rôle : cela est constitutionnel.

- Quant à ce fameux "secteur réservé" dont tout le monde parle, moi j'ai toujours été contre et je suis toujours contre. Ce que je viens d'évoquer à l'instant, ce n'est pas le "secteur réservé". Ce sont les pouvoirs conférés par la Constitution au Président de la République.

- QUESTION.- Et là-dessus, il n'y a pas à discuter ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas à discuter, non.

- QUESTION.- Monsieur le Président, le mot cohabiter cela veut dire habiter dans la même maison, habiter ensemble. On peut vivre dans des appartements séparés. On peut vivre l'un ici, l'autre ailleurs et pourtant vivre ensemble, quand même, sous le même toit, le toit France.

pourrait vivre ensemble, quand même, sous le même toit, le toit France.

- LE PRESIDENT.- La démocratie suppose à la fois la discussion et le dialogue. La part de la discussion, de la contestation, de la dialectique, de la contradiction doit être assurée. Elle l'est. On s'en rend compte tous les jours. Le dialogue finalement, lorsqu'il s'agit des grands intérêts nationaux, doit l'emporter sur son contraire, c'est à cela que je travaille chaque jour.

- QUESTION.- On dit beaucoup qu'à force de parler de ce qui pourrait se passer après 1986, en définitive, c'est l'acceptation. Après 1986, ce ne sera pas comme avant 1986 ?

- LE PRESIDENT.- Après 1986, ce sera comme avant si chacun respecte les institutions. Les problèmes politiques proprement dits, la façon dont on considère les choses, seraient différents dans l'hypothèse où vous vous placez. Mais ce n'est pas la mienne.

- QUESTION.- Cohabitation : sourire, revolver, ou changement de conversation ?

- LE PRESIDENT.- Loyauté, loyauté à l'égard du pays. Le pays a le droit de choisir la majorité qu'il désire et le Président de la République a pour devoir de respecter cette volonté. Et j'espère bien, je ferai tout pour cela, que cette volonté coïncide avec l'intérêt profond du pays, l'intérêt historique qui veut le maintien de cette majorité. Telle est ma conception en tout cas.\

QUESTION.- Est-ce qu'on peut aujourd'hui imposer sa propre volonté vis-à-vis de la situation internationale ? C'est un sujet dont nous avons déjà parlé l'autre jour mais quand on voit la Force d'action rapide que vous avez vue ce matin sur les Champs Elysées qui est faite pour frapper loin et fort - ce sont les termes mêmes employés par le ministère de la Défense - est-ce qu'aujourd'hui, c'est une force qui a été créée pour aller frapper avec nos partenaires de l'OTAN ? D'autres disent : c'est pour pouvoir protéger nos intérêts africains, d'autres disent c'est une force qui ne sert à rien, parce que dans le même temps, du côté de Beyrouth, il n'y a pas à frapper mais on est humilié. Alors ?

- LE PRESIDENT.- Elle doit servir partout où une menace de guerre ou un conflit menacerait l'indépendance et l'intégrité du pays. Elle peut être conduite à servir dans le -cadre de l'alliance à laquelle nous appartenons, c'est-à-dire l'Alliance atlantique, alliance défensive et limitée quant à son espace géographique. Voilà les réponses que je puis vous faire. Et bien entendu, la France n'a pas l'intention de déclarer la guerre au monde et bien des problèmes doivent et peuvent se régler sans guerre. C'est-là le domaine de la diplomatie, de la négociation qui exigent vous le savez bien, beaucoup de patience.

- Enfin le prestige de la France, il tient à son histoire. Il tient aux valeurs morales qu'elle incarne, il tient à son discours dans le beau sens du terme. Vous voyez que les domaines sont variés où la France peut exercer son rôle.

- QUESTION.- C'est vrai qu'à Beyrouth, il y a 4 Français qui ne sont pas en France le 14 juillet.

- LE PRESIDENT.- Il ne se passe pas de jour, de fraction de jour, d'heure où le Premier ministre, le ministre des relations extérieures, les services compétents et moi-même, il n'y a pas de moment où nous ne soyons à la disposition pour créer, le cas échéant, les événements qui permettront leur libération.\

QUESTION.- Donc, il y a ceux qui ne sont pas là et puis ceux qui sont derrière nous, que vous allez rejoindre : des Françaises, des Français, des militaires, des personnalités politiques. Il y a de cela deux ans, vous aviez lancé un terme : "La France qui gagne". Si on regarde un petit peu aujourd'hui, les magazines, les quotidiens, les hebdomadaires, la télévision, on s'aperçoit que ce terme de gagnant, de vainqueur, de battant est un terme qui est passé dans le langage quotidien des gens et que l'on a plutôt du respect ou de l'admiration, ou disons l'envie d'être comme eux.

- LE PRESIDENT.- Vous voyez qu'il arrive aussi que l'on m'écoute et l'opinion, peu à peu, se convainc que la France peut gagner. L'exemple que vous venez de fournir en est la démonstration. Il y a ici, en effet, sur ces pelouses du parc de l'Élysée beaucoup de jeunes hommes, de jeunes femmes ou de moins jeunes qui ont gagné le combat auquel ils sont partie prenante. Ce peut être les affaires, l'industrie, l'entreprise. Cela peut-être la création artistique, cela peut être l'aventure, cela peut être la solidarité ... Enfin la liste serait longue.

- QUESTION.- Mais justement, le temps passé à gagner de tels combats industriels, commerciaux, même personnels n'aboutit-il pas au fait que pendant ce temps-là on ne se préoccupe plus du combat politique au quotidien ?

- LE PRESIDENT.- On a toujours l'oeil dessus, bien entendu. Cela fait partie aussi de nos charges. Mais

ce qui m'occupe surtout - nous en parlons chaque fois, vous avez raison d'y revenir, c'est la capacité créatrice, d'innovation et de modernisation de la France. Elle a déjà fait de grands progrès. Il faut qu'elle soit dans la compétition et qu'elle puisse le plus souvent possible la gagner. Cela, c'est la grande pensée présente. Il y en a d'autres naturellement, mais si l'on fait cela, nous aurons résolu, non pas tous les autres problèmes, mais les plus graves. Je pense à l'emploi, par voie de conséquence au chômage.\

QUESTION.- Monsieur le Président, nous allons nous quitter. Si vous le voulez, nous pouvons partir vers le parc.

- LE PRESIDENT.- Puis-je vous dire un mot encore. L'autre grande pensée, c'est l'Europe. Si à la dimension de la France, on ajoute la dimension de l'Europe, alors tous les -rapports de valeur et de force dans le monde en seront transformés pour le plus grand bien des Français.

- QUESTION.- Cela dit ce qui me frappe, monsieur le Président, au moment où vous parlez de l'Europe, c'est qu'en définitive, dans ce pays où les édiles politiques parlent de l'Europe, on s'aperçoit également qu'il n'y a jamais eu autant de tricolore, de patriotisme, les couvertures de journaux, disons des emblèmes qui fleurissent. Pourquoi ce regain de tricolore aujourd'hui d'après vous ?

- LE PRESIDENT.- Parce que je crois que les Français ont compris les deux dimensions dont je parlais tout à l'heure. Servir le développement de l'Europe, c'est donner une chance supplémentaire à la France. Mais en même temps on ne peut pas aller vers l'Europe sans donner à la France une puissance nouvelle. C'est dire qu'il faut qu'elle aborde l'Europe avec le sentiment d'être l'un des grands pays les plus riches d'histoire et de civilisation. Bref, on voudrait bien que cette Europe qui ne peut pas être française - sans quoi ce ne serait pas la peine de parler aux autres pays - puisse être quand même inspirée par les valeurs françaises.

- QUESTION.- Un dernier mot. La dernière fois que nous avons parlé ensemble, on avait évoqué la bête show. Vous savez qu'aujourd'hui sur TF1, c'est la journée tricolore du 14 juillet symbolisée par le coq de Collaro qui fait cocorico...

- LE PRESIDENT.- Oui, il est là ! (le Président désigne le coq qui orne le sommet de la grille du coq).

- QUESTION.- Eh bien, ce coq qui fait tout le temps cocorico, ce n'est pas too much ?

- LE PRESIDENT.- Ne m'embarquez pas dans ces affaires...

- QUESTION.- Le cocorico lancé régulièrement...

- LE PRESIDENT.- Le cocorico risque d'être une façon un peu petite de considérer la grandeur de la France. Mais enfin, quelquefois, cela vient ponctuer utilement. On est bien content lorsque l'on apprend que notre équipe de football ou qu'un champion d'athlétisme, ou que Bernard Hinault s'appête à gagner le tour de France même en dépit de ses blessures. On est bien content, moi le premier.\